

À Altamira, les trafics d'or et de bois rongent sans fin la forêt amazonienne

Les défenseurs de l'environnement, privés de moyens, sont en train de perdre la guerre face aux partisans de la déforestation qu'encourage le président brésilien, Jair Bolsonaro.

MICHEL LECLERCQ @mgmleclercq
ALTAMIRA (BRÉSIL)

BRÉSIL. Dans la dense végétation tropicale apparaît brusquement une longue bande de terre dénudée, comme une cicatrice dans la forêt : une piste d'atterrissage clandestine au cœur de la Terre indigène Ituna Itatá, à 120 kilomètres d'Altamira, dans l'État amazonien du Pará. La piste de terre ocre, parfaitement tracée, mesure environ un kilomètre de long et 20 mètres de large. Elle permet à des bimoteurs de se poser, témoignage d'une organisation criminelle sophistiquée. À proximité, des dizaines de troncs d'arbre gisent sur le sol, déjà découpés et prêts à être enlevés. « Nous soupçonnons que cette piste est utilisée par les garimpeiros (les chercheurs d'or, NDLR) ou par les bûcherons illégaux » pour transporter combustible, tronçonneuses et équipements. « Nous allons maintenant la rendre inutilisable. Mais ce n'est, hélas, pas rare de découvrir ce genre de pistes au milieu de la forêt », explique Hugo Loss. En tenue de brousse, rangers boueux, pistolet à la ceinture, il est le coordinateur des opérations de l'Ibama (Institut brésilien de l'environnement), la police de la forêt, pour la région d'Altamira.

Cette opération a été menée il y a quelques jours. Elle a mobilisé une vingtaine d'agents de l'Ibama et de soldats d'élite de la Force nationale. Il faut près de cinq heures à bord de 4x4 sur une étroite route de terre cahoteuse pour parvenir à ce territoire habité par le peuple Igarapé Ipiacava, dans le bassin du rio Xingu, un puissant affluent de l'Amazone. On pense aussi que des Indiens isolés, n'ayant pas le moindre contact avec le monde extérieur, se déplacent sur ce territoire de 142 000 ha. Le lendemain, dans la même région, les « shérifs » de la forêt, appuyés par un hélicoptère et des policiers fédéraux, ont eu de la chance. *Garimpeiros* et bûcherons se sont enfin après avoir échangé quelques coups de feu, mais ils ont abandonné leurs grosses tractopelles. Intransportables, elles ont été incendiées sur place.

La municipalité d'Altamira, la plus étendue du Brésil, grande comme un

tiers de la France, est un concentré de tous les maux de l'Amazonie. Elle détient un record peu enviable : elle a été la plus dévastée du pays au cours des sept dernières années, selon l'Institut de recherches spatiales (INPE) qui mesure par satellites l'avancée de la déforestation. Entre 2013 et 2018, la forêt a perdu 1900 km². Sur les seuls huit premiers mois de l'année, plus de 297 km² de forêt ont disparu, presque trois fois la superficie de Paris. Derrière ces chiffres se cache un drame : essentielle pour limiter le réchauffement climatique de la planète et réservoir unique de biodiversité, la plus grande forêt tropicale du monde est en danger. Avec ses peuples traditionnels, Indiens, pêcheurs, riverains. Déforestation et incendies se sont spectaculairement aggravés depuis l'accès en janvier de Jair Bolsonaro à la présidence. Après les critiques des pays riches du G7, ce dernier craint celles de l'Église catholique, qui réunit en octobre à Rome un synode pour attirer l'attention du monde sur l'Amazonie.

Les feux de la saison sèche

« La principale menace du moment est la position du président, parce qu'il ne connaît pas l'Amazonie et prend des positions contre l'Amazonie », a dit au Figaro le très respecté évêque émérite du Xingu, dom Erwin Kräutler, grand dé-



Le 31 août 2019, des hommes de l'Ibama (Institut brésilien de l'environnement) et de la police fédérale détruisent les installations minières

fenseur de la cause indienne. « Déjà du temps de la campagne électorale, il avait prévenu qu'il ne donnerait plus un centimètre carré de terre aux peuples indigènes. Et il veut ouvrir l'Amazonie à des entreprises nationales et multinationales pour l'exploiter. C'est extrêmement grave », a-t-il lancé.

La guerre contre les hors-la-loi de la forêt est mal partie. À Altamira, au QG de l'Ibama qui traque la déforestation, les incendies et l'ourpillage illégaux, des véhicules tout-terrain couverts de poussière entrent et sortent, les agents semblent prêts à partir à tout moment en opération. Une lourde machine à découper le bois et des motos saïses sont stockées dans un coin de la cour. Mais cette impression d'activité intense est trompeuse.

« Nous menons tous les jours des actions, mais cela ne permet pas de freiner la déforestation » par manque de moyens et de personnel, déplore Hugo

Loss. L'Ibama ne compte qu'un seul agent permanent à Altamira... Pendant l'actuelle saison sèche, celle du pic des feux et de la déforestation, des renforts sont toutefois dépêchés. Dix-huit cette année. Mais il se plaint de l'inaction de la police militaire, qui dépend de l'État du Pará. Car sans policiers, pas d'arrestations. Quant aux forces armées dont l'envoi a été claironné par le gouvernement pour combattre les incendies, il ne les a vues qu'un seul jour. Alors, comme des centaines de ses camarades, il a signé une lettre ouverte dénonçant la quasi-paralysie de l'Ibama, résultat de la volonté du président Jair Bolsonaro d'en finir avec ce qu'il a appelé « le business des amendes ».

« Par son discours mettant en cause les amendes et les terres protégées, le gouvernement a délégitimé l'action des agents environnementaux », encourageant l'impunité des criminels, s'insurge Thaïs Santi, la procureure en charge

des crimes environnementaux à Altamira depuis 2012. Elle rappelle que le ministère public a engagé plus d'une vingtaine de poursuites restées sans effet. « On se sent un peu découragés, mais on doit continuer à faire notre travail », dit-elle dans son bureau décoré d'objets d'artisanat indien, reflet de son engagement pour les droits des populations locales.

La capitale du crime

Le travail ne manque pas à Altamira pour les défenseurs de la loi. Cette ville de 110 000 habitants, lovée dans une boucle du rio Xingu, a poussé comme un champignon toxique pendant la construction du barrage hydroélectrique géant de Belo Monte. Altamira a longtemps été la « capitale du crime » du Brésil, avec 4,5 fois plus d'homicides que la moyenne nationale. Petite consolation, elle est descendue à la deuxième place de ce classement peu

Arado, poste avancé de la tribu indienne des Araras contre les

LES ARARAS étaient célèbres pour leur vaillance guerrière. Après un combat victorieux, ils avaient coutume de faire des trophées avec le corps de leurs ennemis : les os devenaient des flûtes, les dents faisaient des colliers. Mais ils étaient aussi connus pour leur sociabilité. Des décennies plus tard, ce peuple indigène établi dans le bassin du rio Xingu, au sud-ouest de l'État du Pará, montre que la réputation de ses ancêtres n'était pas usurpée.

L'aldeia (village indigène) Arado, avec sa demi-douzaine de grandes

huttes de paille, serrées au milieu d'une vaste clairière parmi les hauts arbres de la forêt amazonienne, ressemble à tous les villages indiens traditionnels. Il paraît bien pacifique avec ses jeunes enfants qui courent, ses poules qui picorent et ses chiens qui se pressent. Pourtant, Arado est le poste avancé des Araras contre les envahisseurs de leurs terres ancestrales. « On ne veut pas de disputes. Si on s'explique fermement, ils nous respectent », affirme (en portugais) le cacique Motjibi, coiffé d'une casquette de baseball. Et pour être respectés, mieux vaut avoir de bons arguments : « Nous avons des arcs et des flèches. Et aussi des armes à feu pour chasser », prévient le chef du village de 43 ans.

La position de l'aldeia, proche de la Transamazonienne, est stratégique. Même si elle reste plutôt symbolique. Quatre familles, seize personnes dont dix enfants, pas de quoi dissuader des envahisseurs déterminés. Mais ce petit village permet aux Araras d'affirmer leur présence et de mieux contrôler leur territoire. Ce petit groupe s'est séparé du reste de la communauté, établie près du rio Xingu, et sera bientôt renforcé par d'autres familles. Comme beaucoup d'autres en Amazonie, le peuple Arara, du groupe linguistique karib, ne compte plus que quelques centaines de personnes, 700 en trois groupes distincts, sur 274 000 hectares, entre le majestueux rio Xingu, parsemé d'îles et de courbes, et la route transamazonienne.

Dans les années 1940, il a même été considéré comme éteint, avant qu'on ne retrouve sa trace lors de la construction de la route, trente ans plus tard. Car, pour leur malheur, les Araras se sont trouvés sur le chemin des bulldozers qui ont éventré la forêt. La « route de l'intégration nationale », ainsi dénommée par les militaires au pouvoir, perce de part en part l'Amazonie sur 4 200 kilomètres. La terre des Araras a été coupée en deux, bouleversant leur mode de vie nomade, et surtout, la Transamazonienne a été le point d'entrée des *madeireiros*, les bûcherons illégaux venus découper les bois précieux, et des *garimpeiros*, les chercheurs d'or.

Le village a été fondé il y a seulement un an et demi face à la recrudescence des tentatives d'invasion. « Elles ont commencé en 2012 et sont allées en augmentant. Depuis notre installation ici, on peut mieux surveiller », explique Motjibi. En décembre, les Indiens se sont opposés à un groupe de bûcherons qui avaient déjà commencé à délimiter des parcelles pour les occuper. « Ils disent : il n'y a pas d'Indiens, ici, on peut prendre la terre », s'indigne le cacique. « Aujourd'hui, les plus grandes attaques sont dirigées contre les terres indigènes protégées. Les zones non protégées ont déjà été déboisées », explique Cleanton Curioso, responsable de la petite équipe du Conseil indigène missionnaire, le Cimi, à Altamira, siège de la plus grande municipalité du Brésil, à 140 km d'Arado.

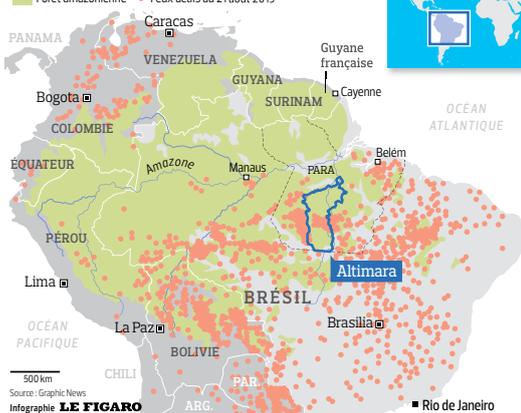
Au volant de son 4x4 sur la route de terre - ici, la Transamazonienne n'a pas encore été goudronnée -, Cleanton à l'œil aux aguets à la recherche des étroits chemins de traverse percés dans la forêt par les bûcherons. On en devine plusieurs, dont un, plus visible, porte des traces fraîches de pneus, un signe que les bûcherons sont venus récemment. « Des que (Jair) Bolsonaro a été élu, les agressions se sont multipliées. Car il a fait passer un message d'impunité aux criminels. Avant, ils agissaient de nuit, maintenant, ils le font en plein jour », accuse le missionnaire du Cimi, un organe de



« Au volant de son 4x4 sur la route de terre - ici, la Transamazonienne n'a pas encore été goudronnée -, Cleanton à l'œil aux aguets à la recherche des étroits chemins de traverse percés dans la forêt par les bûcherons. On en devine plusieurs, dont un, plus visible, porte des traces fraîches de pneus, un signe que les bûcherons sont venus récemment. « Des que (Jair) Bolsonaro a été élu, les agressions se sont multipliées. Car il a fait passer un message d'impunité aux criminels. Avant, ils agissaient de nuit, maintenant, ils le font en plein jour », accuse le missionnaire du Cimi, un organe de

Neuf pays se partagent l'Amazonie

Forêt amazonienne • Feux actifs au 21 août 2019



700
indiens Araras
répartis sur
un territoire convoité
de 274 000 hectares

En Amazonie, l'Église catholique à l'écoute du « cri de la terre et des pauvres »

IL Y A PLUS DE QUARANTE ANS que Patrick Brennan, connu ici comme le père Patricio, a quitté les vertes prairies irlandaises pour la forêt tropicale. À 71 ans, ce vigoureux missionnaire de la Congrégation du Verbe divin, s'apprete une nouvelle fois à remonter le rio Xingu pour faire la tournée de ses ouailles. Sur les rives de ce large affluent de l'Amazonie sont éparpillées nombre de petites communautés indigènes, dont certaines n'ont pas vu un prêtre depuis des mois. Son voyage, cette fois-ci, ne va durer que huit jours. Mais parfois il s'absente jusqu'à trois semaines pour se rendre dans les villages indigènes les plus reculés, à l'intérieur de la forêt amazonienne.

Il vient renouer des liens très distendus, même si peu de ces villages sont catholiques. « Là où ils le sont, je dis la messe, je célèbre les mariages, les baptêmes... Et on discute. Les Indiens ne parlent toujours des problèmes de terre, d'invasions, de leur santé, raconte-t-il avant de s'embarquer. Je me suis engagé à venir au moins une fois par an. Dans un village isolé, personne ne se souvenait d'avoir vu un prêtre. Le dernier était passé il y a douze ans ! »

Il arrive aussi que le père Patricio ait de mauvaises surprises. « Souvent, quand j'arrive dans un village, je rencontre des Indiens déjà baptisés par des pasteurs évangéliques, constate-t-il, amer. Ils débarquent parfois en avion, baptisent tout le monde, offrent des produits de base. Ils ont de l'argent. Mais ils ne respectent pas la culture des peuples indigènes. Ils diabolisent leurs traditions, interdisent les danses, les peintures corporelles », s'indigne le missionnaire irlandais.

À Altamira, une vingtaine de dénominations évangéliques différentes se font concurrence. Le jeune pasteur Francisco dirige une des églises de la puissante Assemblée de Dieu, à quelques pas de la cathédrale. Une impressionnante série de chaises bien alignées permet d'accueillir 250 fidèles. Arrivé il y a deux mois seulement, il est manifestement très entreprenant. « Il y a quelques jours, nous avons loué un bus et avons fait venir une cinquantaine d'Indiens pour les former », dit-il.

L'évangélisation de l'Amazonie brésilienne a commencé au début du XVII^e siècle avec l'arrivée des premiers franciscains suivis des jésuites. « L'Église avait une présence très forte dans toute la région. Elle palliait l'absence de l'État. Ici, le premier hôpital a été créé il y a soixante-deux ans, il y avait des écoles, et même un cinéma », rappelle le père Bosco à Altamira, une ville du sud-ouest de l'État du Pará, située sur une rive du rio Xingu.

Le Brésil est une terre du premier pays catholique au monde. Mais l'Église perd du terrain face aux évangéliques. En Amazonie son défi est là : comment

avoir une présence permanente dans les communautés indiennes ? C'est une des questions que va poser le synode sur l'Amazonie en octobre. Cette assemblée des évêques de la région, convoquée par le pape François au Vatican, veut attirer l'attention du monde sur l'exploitation des ressources qui menace la plus grande forêt tropicale du monde et ses peuples. Le synode se veut « le cri de la terre et des pauvres », dit le document de travail. Inacceptable pour le président Jair Bolsonaro et les militaires, qui dénoncent une ingérence politique de l'Église. Au point de faire surveiller les évêques par les services secrets brésiliens.

D'innombrables menaces de mort

Une position rejetée par l'évêque brésilien. « Pour nous, la souveraineté du Brésil sur l'Amazonie brésilienne n'est pas contestable. La seule chose que nous avons demandée est que le monde entier dirige ses yeux vers cette terre parce que nous avons besoin d'aide », répond l'évêque émérite du Xingu, dom Erwin Kräutler, dans une interview au Figaro. En Amazonie depuis cinquante-quatre ans, ce prêtre très actif de 80 ans d'origine autrichienne, est une figure éminemment respectée et incarne la voix des communautés indigènes. À ce titre, il a été désigné rapporteur pour le Brésil au synode. Pour ses combats, il a reçu d'innombrables menaces de mort et a longtemps été sous protection policière. Des menaces à prendre au sérieux, comme le montre l'assassinat en 2005 de la religieuse américaine Dorothy Stang par des propriétaires terriens.

« Il faut ouvrir la porte à de nouveaux types de ministères », plaide dom Erwin, en évoquant la possibilité d'ordonner des leaders indiens mariés et de donner une plus grande place aux femmes. Une brèche très symbolique dans la règle qui réserve la célébration de l'eucharistie aux célibataires. « De nombreuses structures sont obsolètes. Par exemple, les accès à l'ordination sont très restrictifs. Et à cause de cela, nous n'avons pas de prêtres dans toutes les communautés. En Amazonie, 90 % des communautés ne reçoivent pas régulièrement l'eucharistie. Nous ne sommes pas là dans les moments cruciaux de la vie humaine, à la différence des pentecôtistes », affirme le prêtre. Mais, ajoute-t-il, « on n'impose pas la vie chrétienne, il faut respecter les coutumes et valeurs des peuples indigènes. Et pour eux, il est inconcevable qu'un homme exerce une autorité sans être marié et père de famille ». Il se sent encouragé par le pape François. « Il a eu l'intuition que l'Amazonie devait être un test pour l'Église au Brésil et pour la société. Et pour l'église du monde. » ■ M.L.



de chercheurs d'or illégaux au bord de la rivière Xingu à 70 kilomètres d'Altamira. SEBASTIAO MOREIRA/EPA/MAXPPP

envié. En juillet, 62 détenus se sont entretenus au pénitencier local, un épisode sanglant de la guerre que se font les gangs pour contrôler le florissant trafic de cocaïne venant de Bolivie et du Pérou.

Belo Monte se dresse à 60 km d'Altamira. Le barrage, qui a inondé 50 000 ha de terres, a bouleversé l'économie locale, fondée sur la pêche et l'agriculture familiale, dénonce Antonia Mello, opposante historique à l'ouvrage. À 70 ans, elle reste la porte-parole infatigable des populations du Xingu. Depuis la mise en opération partielle du barrage en 2016, des milliers de travailleurs se sont retrouvés sans emploi. Certains ont versé dans la délinquance et d'autres ont fourni une main-d'œuvre bon marché, parfois quasi esclave selon les ONG, aux riches propriétaires qui s'approprient la forêt, les grêtières.

Le processus de déforestation est

toujours le même, explique Hugo Loss. En premier arrivent les bûcherons qui ne coupent que les arbres d'essences rares à forte valeur marchande, comme l'ipé, aux fleurs multicolores, le cumaru, le garapa ou le jatoba. Puis viennent les défricheurs et leurs tronçonneuses pour massacrer les arbres restants. Les troncs morts laissés sur place sont incendiés pendant la saison sèche. Les grands propriétaires terriens entrent alors en scène et emmenent ces terres, souvent par avion, pour créer des pâturages pour le bétail.

Les fermiers de la Transamazonienne

Tout a commencé dans les années 1970 quand les militaires au pouvoir ont décidé de « coloniser » l'Amazonie, défrichée nouvelle frontière du géant sud-américain. L'objectif était d'y installer des populations pauvres venues du

Nordeste et du Sud, premier pas avant d'exploiter les richesses de ce territoire encore vierge. Le moyen : construire une route perçant l'immense forêt d'est en ouest. Ce sera la Transamazonienne ou BR-230, une voie mythique longue de 4 200 km. Les colons se sont vu offrir une parcelle de terre de 100 ha, tout au long de la route. « J'ai hérité cette terre de mon père. J'y élève un peu de bétail », dit Joanes qui tient un petit café sur la Transamazonienne. Des propriétaires locaux arrivent à moto, bavardent un peu. Mais les camions lourdement chargés en route vers le port de Santarém, sur l'Amazonie, et les pick-up tout-terrain, le véhicule favori des fermiers, avalent la route sans s'arrêter. Manifestement, la vie est rude au bord de la Transamazonienne.

Elle n'est pas non plus facile pour les plus gros propriétaires comme João Luiz de Nazareth, qui cultive sur ses 200 ha du cacao, la principale richesse dans la région de Medicilândia. Cette petite ville à l'ouest d'Altamira s'étale de part et d'autre de la Transamazonienne, sans un arbre pour protéger du soleil écrasant. João Luiz, un des directeurs du syndicat des propriétaires ruraux, a voté pour Jair Bolsonaro parce qu'il avait promis de donner un titre de propriété en bonne et due forme à tous les anciens colons. « Sans ce document, je ne peux pas emprunter à la banque. Et donc pas acheter de machines », se plaint-il. Comme tous, il jure ne pas allumer de feu pour défricher la forêt native, qu'il est tenu de préserver sur ses terres. « Je suspecte les ONG de provoquer les incendies pour nuire au gouvernement », insiste le fermier, reprenant un argument sans aucun fondement du président brésilien. ■

« envahisseurs »



Une vue aérienne d'Arado, un village de la tribu Arara, à proximité de la route Transamazonienne. MAURO PIMENTEL/AFP

tique approuvée par le jeune propriétaire d'un restaurant épicerie, Thiago Barbosa, venu participer, il y a quelques années, à la construction du barrage géant – et très controversé – de Belo Monte. « Il faudrait demander aux Indiens s'ils veulent rester isolés sur leurs terres ou intégrer la civilisation pour profiter des activités agricoles, d'élevage et minières sur leur sol. »

Le chef Motjibi rejette catégoriquement ce modèle. « On ne veut pas être assimilé. Notre culture est forte. On veut conserver nos coutumes et notre mode vie. » À l'heure du déjeuner, Adjiji, une jeune femme, fait mijoter du jabuti (tortue), un mets de choix, avec du riz et des haricots rouges, le plat traditionnel des Brésiliens, pendant que son mari est assoupi dans un hamac. Traditionnellement, les hommes pêchent et chassent : singes, cochons sauvages, cerfs... Ils plantent aussi manioc, maïs, riz, potirons ou pastèques, « les mêmes légumes que les blancs ». Aux femmes, ensuite, de faire la récolte. Les enfants vont à l'école distante de 16 kilomètres, mais leur éducation traditionnelle est confiée à l'ensemble de la petite communauté, hommes et femmes.

Les Araras, cependant, ne refusent pas la modernité. Des panneaux solaires alimentent un émetteur-récepteur radio qui leur permet de communiquer avec d'autres villages ou de signaler les invasions. « Aucun Indien ne veut enlever ses vêtements et se promener nu », s'amuse Motjibi. Pour preuve, un adolescent porte fièrement un maillot de l'équipe du Paris Saint-Germain. Avec une mèche de cheveux teinte en blond, comme un certain Neymar. ■ M.L. (ARADO, ÉTAT DU PARÁ)

l'Église catholique qui défend les Indiens. À Altamira, le secrétaire à l'Environnement de la municipalité, Wesley Storch, a un poste à risque. Son prédécesseur a été assassiné de neuf balles de pistolet, en 2016. Il tient aussi un discours de fermeté contre les incendies et la déforestation. « Détruire la forêt pour planter du soja, je suis complètement contre. » Il ouvre toutefois la porte à des activités minières dans la forêt, à condition que l'entreprise s'engage à reboiser une fois son activité terminée. Ce qu'il appelle un « développement durable ». Une poli-

DOM ERWIN KRÄUTLER EVÊQUE ÉMÉRITE DU XINGU

Pour nous, la souveraineté du Brésil sur l'Amazonie brésilienne n'est pas contestable. La seule chose que nous avons demandée est que le monde entier dirige ses yeux vers cette terre, parce que nous avons besoin d'aides

HOLGER MOTZKAU, WIKIMEDIA COMMONS

Antiquorum.swiss

Fondée à Genève en 1974, Antiquorum a été à l'initiative, et ce au niveau mondial, des toutes premières enchères dédiées aux montres de prestige. Antiquorum s'est ainsi démarqué cultivant un marché en plein essor dédié à la collection de garde-temps d'exception. Cette année 2019 constitue un nouveau tournant dans son histoire, puisque la maison de vente, présente depuis 45 ans à Genève et 40 ans à Hong Kong, ouvre son département joaillier.

Journée d'expertise à Paris
12 & 13 septembre 2019
11h à 19h

Romain Rea
25 rue Marbeuf
75008 Paris, France
Sur rendez-vous
+33 140 69 01 23
social@antiquorum.swiss



Patek Philippe, Ref. 130 en or/jaune
Cartier. Broches en or/jaune